

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Farnham

Code géographique : 46112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Laguë, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Farnham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-28 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Farnham et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Farnham et de l'organismes qui est sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Farnham inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 11, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

De plus, sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur la note 3, qui précise que la Ville de Farnham a adopté le chapitre SP3410 Paiement de transfert de façon rétroactive, sans redressement des soldes de début de l'exercice comparatif, alors que le MAMROT recommande une adoption rétroactive, avec redressement des soldes de début de l'exercice comparatif.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Farnham, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A104998

DATE 2014-04-28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état consolidé des flux de trésorerie et l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie et de leurs gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	8 863 128	9 403 900	9 614 026			9 614 026
Compensations tenant lieu de taxes	2	592 246	595 300	810 515			810 515
Quotes-parts	3					106 183	106 183
Transferts	4	911 744	927 600	1 432 475			1 432 475
Services rendus	5	858 410	804 000	981 075		740 161	1 559 603
Imposition de droits	6	437 859	280 300	386 088			386 088
Amendes et pénalités	7	31 870	61 500	26 813			26 813
Intérêts	8	107 853	81 000	99 194		16 111	115 305
Autres revenus	9	71 899	40 000	1 046 866		38 591	1 085 457
	10	11 875 009	12 193 600	14 397 052		901 046	15 136 465
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	3 230 134	514 700	218 313			218 313
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	92 895	133 000	19 015			19 015
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	3 323 029	647 700	237 328			237 328
	18	15 198 038	12 841 300	14 634 380		901 046	15 373 793
Charges							
Administration générale	19	1 480 528	1 487 500	1 498 476	74 767	99 073	1 672 316
Sécurité publique	20	1 565 770	1 749 400	1 779 548	118 560		1 898 108
Transport	21	1 586 310	1 532 200	1 548 872	658 899		2 207 771
Hygiène du milieu	22	2 297 603	2 484 200	2 751 818	832 414	583 808	4 006 407
Santé et bien-être	23	21 296	40 000	42 009			42 009
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 291 832	1 221 900	1 570 882	16 432		1 587 314
Loisirs et culture	25	1 567 788	1 643 700	1 729 875	323 902		2 053 777
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	542 278	631 200	615 149		252	615 401
Amortissement des immobilisations	28	1 806 929	1 745 661	2 024 974	(2 024 974)		
	29	12 160 334	12 535 761	13 561 603		683 133	14 083 103
Excédent (déficit) de l'exercice	30	3 037 704	305 539	1 072 777		217 913	1 290 690

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 037 704		305 539		1 072 777	217 913	1 290 690
Moins: revenus d'investissement	2	(3 323 029 )	(	647 700 )	(	237 328 )	(	237 328)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(285 325)		(342 161)		835 449	217 913	1 053 362
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	1 806 929		1 745 661		2 024 974	155 305	2 180 279
Produit de cession	5	5 894				52 037		52 037
(Gain) perte sur cession	6	183 006				3 618		3 618
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	1 995 829		1 745 661		2 080 629	155 305	2 235 934
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	57 541				325 937		325 937
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11	57 541				325 937		325 937
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	43 868		50 000				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	6 872						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15	50 740		50 000				
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(583 818 )	(	786 100 )	(	1 209 758 )	(	1 209 758)
	18	(583 818)		(786 100)		(1 209 758)		(1 209 758)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(506 099 )	(	403 100 )	(	957 528 )	(	104 036)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20							
Excédent de fonctionnement affecté	21							
Réserves financières et fonds réservés	22	(229 205)		(264 300)		(261 870)		(261 870)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					(2 007)		(2 007)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(735 304)		(667 400)		(1 221 405)	(104 036)	(1 325 441)
	26	784 988		342 161		(24 597)	51 269	26 672
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	499 663				810 852	269 182	1 080 034

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	3 323 029	647 700	237 328		237 328
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(7 858)	(5 000)	(21 631)	(2 260)	(23 891)
Sécurité publique	3	(15 568)	()	(56 047)	()	(56 047)
Transport	4	(2 109 802)	(1 053 500)	(1 268 924)	()	(1 268 924)
Hygiène du milieu	5	(1 364 991)	(2 962 000)	(2 544 115)	(370 319)	(2 914 434)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(142 663)	(270 000)	(50 426)	()	(50 426)
Loisirs et culture	8	(228 874)	(470 600)	(421 673)	()	(421 673)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(3 869 756)	(4 761 100)	(4 362 816)	(372 579)	(4 735 395)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(55 000)	()	(1 016 479)	()	(1 016 479)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(47 017)	(47 000)	(47 777)	()	(47 777)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 925 909	2 426 000	558 000		558 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	506 099	403 100	957 528	104 036	1 061 564
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 299 609	817 800	1 310 248		1 310 248
Excédent de fonctionnement affecté	16		16 000			
Réserves financières et fonds réservés	17	202 995	497 500	180 198		180 198
	18	2 008 703	1 734 400	2 447 974	104 036	2 552 010
	19	4 962 839	(647 700)	(2 421 098)	(268 543)	(2 689 641)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	8 285 868		(2 183 770)	(268 543)	(2 452 313)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 037 704	305 539	1 072 777	217 913			1 290 690
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	3 869 756 ) (	4 761 100 ) (	4 362 816 ) (	372 579 ) (			4 735 395)
Produit de cession	3	5 894		52 037				52 037
Amortissement	4	1 806 929	1 745 661	2 024 974	155 305			2 180 279
(Gain) perte sur cession	5	183 006		3 618				3 618
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(1 873 927)	(3 015 439)	(2 282 187)	(217 274)			(2 499 461)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	2 541		(690 542)				(690 542)
Variation des stocks de fournitures	9	(13 928)		(37 570)	290			(37 280)
Variation des autres actifs non financiers	10	(24 715)		2 555	(460)			2 095
	11	(36 102)		(725 557)	(170)			(725 727)
	12	1 127 675	(2 709 900)	(1 934 967)	469			(1 934 498)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 127 675	(2 709 900)	(1 934 967)	469			(1 934 498)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(15 014 669)		(13 886 994)	502 812			(13 384 182)
Redressement aux exercices antérieurs	16			(3 850 976)	(9 395)			(3 860 371)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(15 014 669)		(17 737 970)	493 417			(17 244 553)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(13 886 994)		(19 672 937)	493 886			(19 179 051)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	481 767	456 368	473 219	929 587
Placements temporaires	2			279 552	279 552
Débiteurs (note 5)	3	7 105 130	3 458 466	102 716	3 488 379
Prêts (note 6)	4	30 375	30 375		30 375
Placements à long terme (note 7)	5	212 144	259 921	506 273	766 194
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	7 829 416	4 205 130	1 361 760	5 494 087
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11		2 055 000		2 055 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 533 223	2 353 896	867 874	3 148 967
Revenus reportés (note 12)	13	17 043	12 006		12 006
Dette à long terme (note 13)	14	20 166 144	19 457 165		19 457 165
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	21 716 410	23 878 067	867 874	24 673 138
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(13 886 994)	(19 672 937)	493 886	(19 179 051)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	47 031 277	49 318 595	1 594 121	50 912 716
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 328 936	2 019 478		2 019 478
Stocks de fournitures	20	111 359	148 929	6 464	155 393
Autres actifs non financiers (note 17)	21	80 588	78 033	2 274	80 307
	22	48 552 160	51 565 035	1 602 859	53 167 894
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 263 031	852 980	568 661	1 421 641
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	955 553	943 805	642 994	1 586 799
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	(609 343)	()	(609 343)
Financement des investissements en cours	26	130 811	(2 052 959)	(709 032)	(2 761 991)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	32 315 771	32 757 615	1 594 122	34 351 737
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	34 665 166	31 892 098	2 096 745	33 988 843

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 037 704	1 072 777	217 913	1 290 690
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 806 929	2 024 974	155 305	2 180 279
Autres					
-	3				
- Perte sur disposition immos	4	189 878	3 618		3 618
	5	5 034 511	3 101 369	373 218	3 474 587
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(805 094)	(211 590)	61 711	(222 682)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(690 735)	815 652	129 680	1 018 135
Revenus reportés	9	(5 483)	(5 037)		(5 037)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	2 541	(690 542)		(690 542)
Stocks de fournitures	12	(13 928)	(37 570)	290	(37 280)
Autres actifs non financiers	13	(24 715)	2 555	(460)	2 095
	14	3 497 097	2 974 837	564 439	3 539 276
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	3 869 756 ) (	4 362 816 ) (	372 579 ) (	4 735 395)
Produit de cession	16	5 894	52 037		52 037
	17	(3 863 862)	(4 310 779)	(372 579)	(4 683 358)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	47 017 ) (	47 777 ) (	) (	47 777)
Remboursement ou cession	19	43 868			
Variation nette des placements temporaires	20			232 672	232 672
Variation nette des autres placements à long terme	21			(10 794)	(10 794)
	22	(3 149)	(47 777)	221 878	174 101
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	7 370 300	558 000		558 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	959 471 ) (	1 283 004 ) (	) (	1 283 004)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 000 000)	2 040 526		2 040 526
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(80 122)	16 025		16 025
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 669 293)	1 331 547		1 331 547
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(2 039 207)	(52 172)	413 738	361 566
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 520 974	508 540	59 481	568 021
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	481 767	456 368	473 219	929 587

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	2 929 201	3 111 800	3 165 475	129 738	3 295 213
Charges sociales	2	737 006	743 300	811 077	25 168	836 245
Biens et services	3	4 043 780	4 111 600	4 490 020	205 474	4 533 861
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	423 269	507 200	486 850		486 850
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	119 009	110 500	120 499		120 499
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8		13 500	7 800	252	8 052
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	204 741	271 500	267 826		267 826
Autres	10	4 436				
Autres organismes	11	1 110 603	1 223 300	1 168 022	55 100	1 223 122
Amortissement des immobilisations	12	1 806 929	1 745 661	2 024 974	155 305	2 180 279
Autres						
- Divers	13	781 360	697 400	1 019 060	112 096	1 131 156
-	14					
-	15					
	16	12 160 334	12 535 761	13 561 603	683 133	14 083 103

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	9 403 900	9 614 026	8 863 128
Compensations tenant lieu de taxes	2	595 300	810 515	592 246
Quotes-parts	3	128 394	106 183	126 774
Transferts	4	1 442 300	1 650 788	4 141 878
Services rendus	5	1 370 238	1 559 603	1 367 551
Imposition de droits	6	280 300	386 088	437 859
Amendes et pénalités	7	61 500	26 813	31 870
Intérêts	8	81 000	115 305	133 022
Autres revenus	9	173 000	1 104 472	221 748
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	13 535 932	15 373 793	15 916 076
Charges				
Administration générale	12	1 559 735	1 672 316	1 611 574
Sécurité publique	13	1 749 400	1 898 108	1 671 566
Transport	14	1 532 200	2 207 771	2 174 262
Hygiène du milieu	15	3 261 156	4 006 407	3 540 608
Santé et bien-être	16	40 000	42 009	21 296
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 221 900	1 587 314	1 306 496
Loisirs et culture	18	1 643 700	2 053 777	1 888 129
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	666 677	615 401	542 539
	21	11 674 768	14 083 103	12 756 470
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 861 164	1 290 690	3 159 606
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		36 558 524	33 398 918
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(3 860 371)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		32 698 153	33 398 918
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		33 988 843	36 558 524

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 861 164	1 290 690	3 159 606
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	(4 924 850)) (	4 735 395 ) (	4 417 927)
Produit de cession	3		52 037	9 196
Amortissement	4	2 031 384	2 180 279	2 091 050
(Gain) perte sur cession	5		3 618	182 045
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	6 956 234	(2 499 461)	(2 135 636)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(690 542)	2 541
Variation des stocks de fournitures	9		(37 280)	(15 714)
Variation des autres actifs non financiers	10		2 095	(24 910)
	11		(725 727)	(38 083)
	12	8 817 398	(1 934 498)	985 887
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	8 817 398	(1 934 498)	985 887
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(13 384 182)	(14 370 069)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(3 860 371)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(17 244 553)	(14 370 069)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(19 179 051)	(13 384 182)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	929 587	568 021
Placements temporaires	2	279 552	512 224
Débiteurs (note 5)	3	3 488 379	7 221 675
Prêts (note 6)	4	30 375	30 375
Placements à long terme (note 7)	5	766 194	707 623
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 494 087	9 039 918
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 055 000	14 474
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	3 148 967	2 226 439
Revenus reportés (note 12)	13	12 006	17 043
Dette à long terme (note 13)	14	19 457 165	20 166 144
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	24 673 138	22 424 100
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(19 179 051)	(13 384 182)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	50 912 716	48 413 255
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 019 478	1 328 936
Stocks de fournitures	20	155 393	118 113
Autres actifs non financiers (note 17)	21	80 307	82 402
	22	53 167 894	49 942 706
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	33 988 843	36 558 524

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 290 690		3 159 606
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	2 180 279		2 091 050
Autres				
-	3			
- Perte sur disposition immos	4	3 618		188 917
	5	3 474 587		5 439 573
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	(222 682)		(768 162)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	1 018 135		(711 088)
Revenus reportés	9	(5 037)		(5 483)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			
Propriétés destinées à la revente	11	(690 542)		2 541
Stocks de fournitures	12	(37 280)		(15 714)
Autres actifs non financiers	13	2 095		(24 910)
	14	3 539 276		3 916 757
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(4 735 395 )	(	4 417 927)
Produit de cession	16	52 037		9 196
	17	(4 683 358)		(4 408 731)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	(47 777 )	(	47 017)
Remboursement ou cession	19			43 868
Variation nette des placements temporaires	20	232 672		112 776
Variation nette des autres placements à long terme	21	(10 794)		(56 715)
	22	174 101		52 912
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	558 000		7 370 300
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 283 004 )	(	959 471)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 040 526		(7 990 239)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 025		(80 122)
Autres				
-	27			
-	28			
	29	1 331 547		(1 659 532)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	361 566		(2 098 594)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	568 021		2 666 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	929 587		568 021

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Farnham ("la Ville") est un organisme municipal en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQC. c-19)

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Ville de Farnham présente des états financiers consolidés avec la Régie Intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi (R.I.E.D.S.B.M).

L'organisme a été consolidé sur la base de la consolidation proportionnelle selon le % détenu par la Ville de Farnham soit 25%. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

En 2012, la Ville présentait des états financiers avec la R.I.E.D.S.B.M. et la bibliothèque de Farnham. Au 1er janvier 2013, la Bibliothèque de Farnham a été intégré dans les opérations de la Ville de Farnham.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitué de l'encaisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Infrastructures	2.50 % à 25 %
Bâtiments	2.50 % à 2.63 %
Véhicules	5.00 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	10.00 % à 20 %
Ameublement et équipement de bureau	10.00 % à 20 %

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

MONTANT DES DÉBITEURS AFFECTÉS AU REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subventions applicables des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatés aux revenus de l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

REER collectif - R.I.E.D.S.B.M.

Le REER collectif offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminés. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des participations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir d'un taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Le lissage des actifs sur 3 années est obtenu en calculant la moyenne arithmétique de la valeur marchande à la date d'évaluation et des années précédentes, projetées à la date d'évaluation au taux de rendement prévu des actifs en considérant les flux financiers réels.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

N/A

I) Autres éléments**PLACEMENT TEMPORAIRE**

Le placement temporaire est composé d'un compte de placement d'épargne portant intérêt au taux de 1,25 %.

PLACEMENTS À LONG TERME

Les placements à long terme sont comptabilisés au coût et réduits lorsque survient une baisse de valeur durable.

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

PASSIF AU TITRE DES ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES SITES D'ENFOUISSEMENT

La R.I.E.D.S.B.M. assumera pour une période estimée à 30 ans, les coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge. Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

CONSTATATION DES REVENUS

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les taxes foncières afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

AFFECTATIONS

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont:

- Les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les hypothèses relatives à l'établissement de la charge au titre des avantages sociaux futurs;
- Les provisions à l'égard des passifs, des débiteurs et de la provision pour contestation d'évaluation.

REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées.

FONDS RÉSERVÉS

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Municipalité.

Le fonds réservé - Fond de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Municipalité d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté la version révisée du chapitre SP 3410 - Paiements de transfert. En vertu de la norme révisée, un paiement de transfert est autorisé du point de vue du bénéficiaire lorsque le processus d'autorisation du gouvernement cédant est complété et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Ainsi, pour les transferts pluriannuels octroyés par les ministères et les organismes budgétaires du gouvernement, chaque tranche annuelle de transfert doit faire l'objet d'un vote des crédits dans l'année en cause pour respecter les critères d'autorisation et permettre la constatation du revenu. Les états financiers consolidés des exercices antérieurs présentés aux fins de comparaison n'ont pas été retraités. La note complémentaire 20 présente l'impact du redressement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		456 041
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	506 273	469 770
Note			
L'encaisse et les placements affectés correspondent à des sommes versées à des fins spécifiques.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	641 746	528 136
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 245 243	5 431 147
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	652 699	682 634
Organismes municipaux	8	329 749	221 523
Autres			
- Comptes-clients	9	618 924	68 366
- Autres	10	18	289 869
	11	3 488 379	7 221 675
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	651 384	3 959 305
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	651 384	3 959 305
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	4 008	4 008
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	30 375	30 375
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	30 375	30 375
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	259 921	212 144
Autres placements	23	506 273	495 479
	24	766 194	707 623
Note			
Les autres placements correspondent à des placement détenus par la Régie dans des dépôts à terme - 1,74 % à 2,37 % (0,8 % à 2,37 % en 2012), échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2014 et des obligations - 1 % à 4,25 % (7 % en 2012), échéant à différentes dates jusqu'en septembre 2023.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	292 500 249 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	2 356 6 206
Régimes de retraite des élus municipaux	32	18 796 18 098
	33	313 652 273 304

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville de Farnham dispose d'une marge de crédit de 3 000 000 \$, au taux préférentiel.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	1 553 088 846 665
Salaires et avantages sociaux	38	284 390 278 603
Dépôts et retenues de garantie	39	430 608 342 169
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	586 074 506 262
Autres		
- R.I.E.D.S.B.M.	42	133 410 84 971
- Intérêts courus à payer	43	161 397 167 769
-	44	
-	45	
-	46	
	47	3 148 967 2 226 439

Note

12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- Divers	50	12 006 17 043
-	51	
	52	12 006 17 043

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	3,21	2014	2018	53	19 069 400	20 238 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6,70	6,70	2014	2014	57	5 462	7 866
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	4,50	4,50	2013	2017	60	446 400	
					61	19 521 262	20 246 266
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(64 097)	(80 122)
					63	19 457 165	20 166 144

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	4 157 500	80	89	117 062	97	4 274 562
2015	65	73	1 624 200	81	90	111 600	98	1 735 800
2016	66	74	3 515 100	82	91	111 600	99	3 626 700
2017	67	75	6 764 600	83	92	111 600	100	6 876 200
2018	68	76	3 008 000	84	93		101	3 008 000
2019 et +	69	77		85	94		102	
	70	78	19 069 400	86	95	451 862	103	19 521 262
Intérêts et frais accessoires				87	()		104	()
	71	79	19 069 400	88	96	451 862	105	19 521 262

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(22 007 315)
Tiers		(17 343 487)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	2 828 264
Autres	108	3 959 305
	109	(19 179 051)
		(13 384 182)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	13 978 207	138 10 462	165 192	13 988 669
Eaux usées	111	17 103 688	139 96 422	166 193	17 200 110
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	20 196 117	140 1 564 826	167 (490 948) 194	22 251 891
Autres	113	9 454 004	141 819 517	168 195	10 273 521
Réseau d'électricité	114		142	169 196	
Bâtiments	115	14 889 785	143 39 837	170 197	14 929 622
Améliorations locatives	116		144	171 198	
Véhicules	117	2 090 271	145 90 249	172 11 171 199	2 169 349
Ameublement et équipement de bureau	118	1 166 510	146 118 295	173 200	1 284 805
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 807 204	147 50 007	174 201	3 857 211
Terrains	120	163 579	148	175 202	163 579
Autres	121		149	176 203	
	122	<u>82 849 365</u>	150 <u>2 789 615</u>	177 <u>(479 777)</u> 204	<u>86 118 757</u>
Immobilisations en cours	123	<u>3 402 365</u>	151 <u>1 945 780</u>	178 <u>542 135</u> 205	<u>4 806 010</u>
	124	<u>86 251 730</u>	152 <u>4 735 395</u>	179 <u>62 358</u> 206	<u>90 924 767</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125	4 303 473	153 307 177	180 207	4 610 650
Eaux usées	126	12 198 613	154 404 737	181 208	12 603 350
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	7 231 904	155 630 845	182 209	7 862 749
Autres	128	6 124 649	156 123 139	183 210	6 247 788
Réseau d'électricité	129		157	184 211	
Bâtiments	130	3 097 500	158 365 857	185 212	3 463 357
Améliorations locatives	131		159	186 213	
Véhicules	132	1 641 257	160 97 831	187 6 703 214	1 732 385
Ameublement et équipement de bureau	133	922 954	161 43 545	188 215	966 499
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 318 125	162 207 148	189 216	2 525 273
Autres	135		163	190 217	
	136	<u>37 838 475</u>	164 <u>2 180 279</u>	191 <u>6 703</u> 218	<u>40 012 051</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>48 413 255</u>		219	<u>50 912 716</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220		223	225	227
Amortissement cumulé	221	()	224	()	228
Valeur comptable nette	222			229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	1 401 728	996 430
Immeubles industriels municipaux	231	594 127	308 883
Autres	232	23 623	23 623
	233	2 019 478	1 328 936
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	2 019 478	1 328 936

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	80 307	82 402
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	80 307	82 402

Note**18. Obligations contractuelles**

a) En vertu de conventions avec la Société d'Habitation du Québec, la Ville de Farnham s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10% aux déficits d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Farnham.

b) La Ville de Farnham est liée en vertu des contrats suivants:

La municipalité s'est engagée à verser 195 616 \$ en 2014 et 2015 pour un montant total de 391 232 \$ relativement à un contrat de surveillance et d'entretien des chemins en période hivernale.

La municipalité s'est engagée à verser 89 307 \$ en 2014 relativement à un contrat de valorisation des boues de l'usine d'épuration.

La municipalité s'est engagée à verser 124 334 \$ en 2014 relativement à un contrat de services professionnels en évaluation foncière.

En vertu d'une entente signée avec la Société Québécoise d'assainissement des Eaux, la municipalité s'est engagée à rembourser à la société sur une période de 20 ans, sa part des travaux représentant 10 % d'un montant total de 9 128 240 \$. Au 31 décembre 2013, le solde dû est de 5 462 \$.

R.I.E.D.S.B.M.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions dont la valeur totale devra être équivalente à la valeur que représentera la somme de 800 000 \$ actualisée par indexation

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

au 1er janvier de chacune des années comprises dans la période allant du début des opérations de l'aire d'agrandissement jusqu'à l'année où il sera mis fin à l'exploitation de cette aire d'enfouissement, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada, tels que compilés par Statistique Canada.

La R.I.E.D.S.B.M. s'est engagée d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2014 à verser une somme en fonction du nombre de kilogrammes de déchets dangereux traités.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville cautionne le fonds de développement Farnham-Rainville pour un montant de 400 000\$.

La Ville est d'avis que ce cautionnement n'aura aucune incidence importante sur la situation financière de la ville.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite de la modification de méthode comptable, en retraitant les soldes d'ouverture, le solde au début de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs a été débité de 3 229 799 \$, le solde au début des débiteurs a été crédité de 3 841 149 \$ et le solde au début des dépenses constatées à taxer ou à pouvoir a été débité de 611 350 \$.

De plus, le redressement a été traité comme un opération sans effet sur la trésorerie dans l'état des flux de trésorerie.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

N/A

23. Environnement

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Municipalité excède les normes en vigueur. La Municipalité n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement pas établir le coût des mesures correctives à apporter, ni leur mode de financement.

Les opérations de la Régie sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, à la connaissance de ses dirigeants, la Régie fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception des coûts de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 421 641	1 571 906
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 586 799	1 598 547
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(609 343)	()
Financement des investissements en cours	(2 761 991)	(309 678)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	34 351 737	33 697 749
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	33 988 843	36 558 524

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Surplus ancien Farnham	8	29 417
- Surplus affecté nouvelle Ville	9	383 544
-	10	
- Surplus ancien Rainville	11	64 003
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17	383 544
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- R.I.E.S.D.B.M.	18	642 994
-	19	
-	20	
	21	642 994
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	499 852
Fonds parcs et terrains de jeux	29	34 920
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	2 194
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	22 553
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Fonds de stationnement	34	742
-	35	
-	36	
-	37	
	38	560 261
	39	1 586 799

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Changement de normes: SP3410	48 (609 343) ()	()
-	49 () ()	()
	50 (609 343) ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 () ()	()
	52 (609 343) ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	130 811
Investissements à financer	54 (2 761 991) ()	440 489)
	55 (2 761 991)	(309 678)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 50 912 716	48 413 255
Propriétés destinées à la revente	57 2 019 478	1 328 936
Prêts	58 30 375	30 375
Placements à titre d'investissement	59 259 921	212 144
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 53 222 490	49 984 710
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 19 457 165	20 166 144
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 64 097	80 122
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (651 384) ()	3 959 305)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (875) ()	()
	66 18 870 753	16 286 961
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 18 870 753	16 286 961
	69 34 351 737	33 697 749

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés cadres, cols bleus et cols blancs est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour les cadres, les cols bleus et les cols blancs. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (292 500)	(249 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 292 500	249 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 10 770 500	9 779 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (8 917 100)	(8 293 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 1 853 400	1 485 300
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (300 900)	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 552 500	1 485 300
Provision pour moins-value	13 (1 552 500)	(1 485 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 522 900	348 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 522 900	348 400
Cotisations salariales des employés	22 (230 300)	(98 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 292 600	249 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	87 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 67 200	(15 500)
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 359 800	321 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 474 600	440 700
Rendement espéré des actifs	34 (541 900)	(513 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (67 300)	(72 900)
Charge de l'exercice	36 292 500	249 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 842 800	425 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (541 900)	(513 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 300 900	(87 700)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 374 100	317 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 11 769 200	9 789 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Table de mortalité de 2012	52	
- Table de mortalité de 2013	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre aux pompiers volontaire de cotiser au REER du Fonds de solidarité de la FTQ. Pour l'année 2013, la ville verse 2.25% du salaire brut régulier jusqu'à un maximum de 500\$ par année. Le pompier participant doit cotiser la même proportion que la ville jusqu'à un maximum total et global de 1000\$ par année.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>2 356</u>	<u>6 206</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>5 577</u>	<u>5 369</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	18 796	18 098
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>18 796</u>	<u>18 098</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dettes à long terme	1	19 521 262
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 761 991
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	22 553
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	711 143
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	2 828 264
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	18 721 293
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	18 721 293
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	18 721 293
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 721 293
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2013	2013	2013	2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	6 929 500	7 116 953	6 529 262
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	225 300	234 420	160 669
Activités de fonctionnement	6	248 400	299 569	255 981
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	7 403 200	7 650 942	6 945 912
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	636 600	615 378	684 142
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	631 700	649 813	604 649
Matières résiduelles	13	573 300	583 020	531 986
Autres				
-	14			5 624
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		35 762	35 309
Service de la dette	18	159 100	79 111	55 506
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	2 000 700	1 963 084	1 917 216
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 000 700	1 963 084	1 917 216
	26	9 403 900	9 614 026	8 863 128

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			699
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			699
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	83 100	81 756	79 864
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	193 800	176 591	186 364
	35	276 900	258 347	266 228
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	276 900	258 347	266 927
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	286 200	510 282	295 221
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	32 200	41 886	30 098
Taxes d'affaires	43			
	44	318 400	552 168	325 319
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	595 300	810 515	592 246

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	9 500		
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	27 400	45 916	27 940
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	8 600	4 634	9 267
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			3 049
Réseau de distribution de l'eau potable	68			3 050
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	73 000	67 463	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	62 000	71 760	209 247
Tri et conditionnement	73	93 300	99 162	
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78	22 500	108 566	17 848
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	162 500	368 036	197 245
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	54 000	236 980	62 915
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	23 500	28 100	
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	536 300	1 030 617	530 561

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	502 200	208 168	2 466 795
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			11 900
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			610 131
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	12 500	10 000	141 308
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127		145	145
Réseau d'électricité	128			
	129	514 700	218 313	3 230 134

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	391 300	401 858	401 858
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	391 300	401 858	401 858
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 442 300	1 650 788	1 650 788
				381 183
				4 141 878

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	120 000	123 537	123 537
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	120 000	123 537	108 563
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	222 300	256 893	236 595
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		74 667	96 098
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	222 300	256 893	331 560
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174	13 000	10 000	13 864
	175	13 000	10 000	13 864
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	98 200	109 855	73 983
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			36 150
Autres	178			
	179	98 200	109 855	110 133
Réseau d'électricité	180			
	181	453 500	500 285	565 253

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 200	9 118	14 856
Sécurité publique	183	13 300	13 015	4 106
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	800	14 312	24 650
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	65 900	80 082	441 676
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	10 000	27 667	23 873
Loisirs et culture	193	258 300	336 596	293 137
Réseau d'électricité	194			
	195	350 500	480 790	802 298
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	804 000	981 075	1 367 551
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	50 300	47 345	55 923
Droits de mutation immobilière	198	230 000	279 741	336 096
Droits sur les carrières et sablières	199		59 002	45 840
Autres	200			
	201	280 300	386 088	437 859
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	61 500	26 813	31 870
INTÉRÊTS	203	81 000	99 194	133 022
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(3 618)	(182 045)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		1 050 000	41 466
Gain (perte) sur cession de placements	206			(6 872)
Contributions des promoteurs	207	133 000	19 015	92 895
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	40 000		
Autres	210		484	276 304
	211	173 000	1 065 881	221 748

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	272 800	244 926	11 929	256 855	264 586	295 209
Application de la loi	2	22 100	15 185		15 185	15 185	15 656
Gestion financière et administrative	3	413 900	371 535	19 603	391 138	482 480	490 507
Greffe	4	275 700	271 197	3 455	274 652	274 652	256 576
Évaluation	5	148 800	180 022		180 022	180 022	168 675
Gestion du personnel	6	62 900	189 224		189 224	189 224	72 835
Autres	7	291 300	226 387	39 780	266 167	266 167	312 116
	8	1 487 500	1 498 476	74 767	1 573 243	1 672 316	1 611 574
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 065 000	1 059 392	2 900	1 062 292	1 062 292	964 467
Sécurité incendie	10	641 100	636 924	115 660	752 584	752 584	627 973
Sécurité civile	11	1 300	39 170		39 170	39 170	38 314
Autres	12	42 000	44 062		44 062	44 062	40 812
	13	1 749 400	1 779 548	118 560	1 898 108	1 898 108	1 671 566
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	593 700	561 573	526 460	1 088 033	1 088 033	1 101 100
Enlèvement de la neige	15	497 100	538 078	35 940	574 018	574 018	452 881
Éclairage des rues	16	134 800	115 060	19 293	134 353	134 353	143 852
Circulation et stationnement	17	64 600	79 082	16 500	95 582	95 582	68 913
Transport collectif							
Transport en commun	18	33 700	33 649		33 649	33 649	32 465
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	208 300	221 430	60 706	282 136	282 136	375 051
	22	1 532 200	1 548 872	658 899	2 207 771	2 207 771	2 174 262

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	697 100	719 343	242 277	961 620	872 085
Réseau de distribution de l'eau potable	24	300 000	466 211	118 971	585 182	400 299
Traitement des eaux usées	25	456 500	513 623	260 221	773 844	664 697
Réseaux d'égout	26	298 100	255 371	169 385	424 756	467 886
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	215 200	200 900	41 560	242 460	221 326
Élimination	28	233 100	230 016		230 016	625 741
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	61 500	54 479		54 479	74 319
Tri et conditionnement	30	37 600	36 484		36 484	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	126 700	145 043		145 043	71 369
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	19 000	93 930		93 930	42 358
Protection de l'environnement	38					80 609
Autres	39	39 400	36 418		36 418	32 607
	40	2 484 200	2 751 818	832 414	3 584 232	3 540 608
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	40 000	42 009		42 009	21 296
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	40 000	42 009		42 009	21 296
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	270 600	321 193	6 526	327 719	327 687
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	668 100	994 374	9 906	1 004 280	724 643
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	133 000	107 994		107 994	107 791
Tourisme	49					20 086
Autres	50					
Autres	51	150 200	147 321		147 321	126 289
	52	1 221 900	1 570 882	16 432	1 587 314	1 306 496

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	80 545	84 230		84 230	75 228
Patinoires intérieures et extérieures	54	436 901	480 739		480 739	411 192
Piscines, plages et ports de plaisance	55	112 303	94 876		94 876	71 967
Parcs et terrains de jeux	56	466 703	512 790		512 790	474 246
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	106 895	103 081		103 081	84 602
Autres	59	94 468	106 906	320 077	426 983	423 386
	60	1 297 815	1 382 622	320 077	1 702 699	1 540 621
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	168 915	177 759	3 825	181 584	218 739
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	176 970	169 494		169 494	128 769
	66	345 885	347 253	3 825	351 078	347 508
	67	1 643 700	1 729 875	323 902	2 053 777	1 888 129
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	617 700	607 349		607 349	526 735
Autres frais	70					15 543
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	13 500	7 800		7 800	261
	73	631 200	615 149		615 401	542 539
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	1 745 661	2 024 974	(2 024 974)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Farnham (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)Farnham, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A104998

DATE 2014-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>9 614 026</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>9 614 026</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	9 614 026
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 614 026</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 131 679		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	35 762		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>1 167 441</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>8 446 585</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 087 000	135 390	10 139
Usines de traitement de l'eau potable	2	77 500	10 462	91 422
Usines et bassins d'épuration	3	381 500	255 716	851 921
Conduites d'égout	4	1 091 000	344 548	7 721
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		370 319	506 298
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	948 500	2 927 327	1 750 677
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		85 991	
Aires de stationnement	9			12 929
Parcs et terrains de jeux	10	276 650	358 302	197 114
Autres infrastructures	11	68 650		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	25 000	37 057	656 912
Édifices communautaires et récréatifs	14	50 000		17 755
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	429 000	87 170	31 634
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000	59 311	50 455
Machinerie, outillage et équipement divers	19	24 300	53 087	36 836
Terrains	20	270 000	8 455	97 499
Autres	21	27 000		98 615
	22	4 761 100	4 362 816	4 417 927

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		33 898	10 139
Usines de traitement de l'eau potable	24		10 462	91 422
Usines et bassins d'épuration	25			851 921
Conduites d'égout	26		19 895	7 721
Autres infrastructures	27			2 467 018
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		101 492	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		255 716	
Conduites d'égout	31		324 653	
Autres infrastructures	32		3 371 620	
Autres immobilisations	33		245 080	989 706
	34		4 362 816	4 417 927

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	20 238 400		1 169 000	19 069 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	7 866		2 404	5 462
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6		558 000	111 600	446 400
	7	20 246 266	558 000	1 283 004	19 521 262
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	1 613	581		2 194
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 174 244		168 715	4 005 529
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	12 111 104	558 000	689 101	11 980 003
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	16 286 961	558 581	857 816	15 987 726
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 959 305		3 307 921	651 384
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 959 305		3 307 921	651 384
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	3 959 305		3 307 921	651 384
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22		2 882 152		2 882 152
Autres	23				
	24				
	25	3 959 305	2 882 152	3 307 921	3 533 536
	26	20 246 266	3 440 733	4 165 737	19 521 262
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	20 246 266	3 440 733	4 165 737	19 521 262

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	39 800	39 738	34 773
Sécurité publique				
Police	4	800		1 796
Sécurité incendie	5	6 600	6 569	3 801
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	33 700	33 649	32 465
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	75 300	71 769	16 169
Cours d'eau	13	9 000	9 722	7 143
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	13 700	13 744	13 346
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	85 100	85 132	86 232
Autres	21	7 500	7 503	9 016
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	271 500	267 826	204 741

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	759 528	181 658	941 186
Professionnels	2					
Cols blancs	3	18,66	35,00	622 311	119 472	741 783
Cols bleus	4	25,06	40,00	1 407 365	456 334	1 863 699
Policiers	5					
Pompiers	6	24,00	35,00	240 237	27 067	267 304
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	77,72		3 029 441	784 531	3 813 972
Élus	9	7,00		136 034	26 546	162 580
	10	84,72		3 165 475	811 077	3 976 552

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	1 432 475	20 000	198 313	1 650 788
	17	1 432 475	20 000	198 313	1 650 788

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Application de la loi	1	15 185	27		53	15 185	79		105		15 185	131					
Évaluation	2	180 022	28		54	180 022	80		106		180 022	132					
Autres	3	1 303 269	29		55	1 378 036	81	9 118	107		1 368 918	133				15 800	
	4	1 498 476	30		56	1 573 243	82	9 118	108		1 564 125	134				15 800	
Sécurité publique																	
Police	5	1 059 392	31		57	1 062 292	83		109		1 062 292	135					
Sécurité incendie	6	636 924	32		58	752 584	84	136 552	110		616 032	136				3 714	
Sécurité civile	7	39 170	33		59	39 170	85		111		39 170	137					
Autres	8	44 062	34		60	44 062	86		112		44 062	138					
	9	1 779 548	35		61	1 898 108	87	136 552	113		1 761 556	139				3 714	
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	561 573	36		62	1 088 033	88		114		1 088 033	140				75 544	
Enlèvement de la neige	11	538 078	37		63	574 018	89		115		574 018	141				13 995	
Autres	12	194 142	38		64	229 935	90		116		229 935	142					
Transport collectif	13	33 649	39		65	33 649	91		117		33 649	143					
Autres	14	221 430	40		66	282 136	92	14 312	118		267 824	144				180 957	
	15	1 548 872	41		67	2 207 771	93	14 312	119		2 193 459	145				270 496	
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16	719 343	42		68	961 620	94	260 755	120		700 865	146				70 742	
Traitement des eaux usées	17	466 211	43		69	585 182	95		121		585 182	147				15 890	
Réseaux d'égout	18	513 623	44		70	773 844	96		122		773 844	148				24 169	
Matières résiduelles	19	255 371	45		71	424 756	97		123		424 756	149				17 177	
Déchets domestiques et assimilés																	
Matières recyclables	20	430 916	46		72	472 476	98		124		472 476	150					
Autres	21	236 006	47		73	236 006	99	50 000	125		186 006	151					
Autres	22		48		74		100		126			152					
Cours d'eau	23	93 930	49		75	93 930	101		127		93 930	153					
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154					
Autres	25	36 418	51		77	36 418	103	26 220	129		10 198	155					
	26	2 751 818	52		78	3 584 232	104	336 975	130		3 247 257	156				127 978	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	42 009	172		187	42 009	202		217	42 009	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160	42 009	175		190	42 009	205		220	42 009	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	321 193	176	6 526	191	327 719	206		221	327 719	236
Rénovation urbaine	162	994 374	177	9 906	192	1 004 280	207		222	1 004 280	237
Promotion et développement économique	163	107 994	178		193	107 994	208		223	107 994	238
Autres	164	147 321	179		194	147 321	209	37 667	224	109 654	239
	165	1 570 882	180	16 432	195	1 587 314	210	37 667	225	1 549 647	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	1 382 622	181	320 077	196	1 702 699	211	408 436	226	1 294 263	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	177 759	182	3 825	197	181 584	212	13 783	227	167 801	242
Autres	168	169 494	183		198	169 494	213	24 232	228	145 262	243
	169	1 729 875	184	323 902	199	2 053 777	214	446 451	229	1 607 326	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	10 921 480	186	2 024 974	201	12 946 454	216	981 075	231	11 965 379	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 362 816	3 869 756
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 362 816	3 869 756

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 263 031	2 062 977
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(4 075)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 258 956	2 062 977
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	810 852	499 663
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(1 310 248)	(1 299 609)
Excédent de fonctionnement affecté	7	93 420	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(405 976)	(799 946)
Solde à la fin de l'exercice	12	852 980	1 263 031
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	476 964	929 343
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(452 379)
Solde redressé au début de l'exercice	15	476 964	476 964
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(93 420)	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(93 420)	
Solde à la fin de l'exercice	22	383 544	476 964
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	478 589	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		452 379
Solde redressé au début de l'exercice	25	478 589	452 379
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	261 870	229 205
Activités d'investissement	27	(180 198)	(202 995)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	81 672	26 210
Solde à la fin de l'exercice	31	560 261	478 589

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(611 350)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(611 350)	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	2 007	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	2 007	
Solde à la fin de l'exercice	47	(609 343)	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	130 811	(8 155 057)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	130 811	(8 155 057)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(2 183 770)	8 285 868
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	(2 183 770)	8 285 868
Solde à la fin de l'exercice	56	(2 052 959)	130 811
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	32 315 771	36 790 199
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(3 229 799)	
Solde redressé au début de l'exercice	59	29 085 972	36 790 199
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	3 671 643	(4 474 428)
Solde à la fin de l'exercice	63	32 757 615	32 315 771

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 350 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 350 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 350 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	22 553	2		3		4		5		6	7	22 553
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12		13	14	
	15	22 553	16		17		18		19		20	21	22 553

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 □ 8 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9 □ 1 □ 3 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 2 □ 3 □ 5 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 2 □ 7 □ 5 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 8 □ 8 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 □ 8 0 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[1|6|5] , [0|0]	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[1|5|5] , [0|0]	\$
Matières résiduelles	5	[1|2|5] , [0|0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe de fonctionnement pour égout/aque.	,0400	1	Unités desservies
Taxe de fonctionnement entr. fossés	,0544	1	Secteur rural
Taxe dette unités desservies	,0500	1	Unité desservies

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	134 785 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	75 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	387 702 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 477 rue de l'Hotel de Ville
(no) (rue)
Farnham (Québec) J2N 2H3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 293-3178
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2989
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@ville.farnham.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie Laguë

Téléphone (450) 293-3326 225
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2989
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jlague@ville.farnham.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 149 Desjardins est
(no) (rue)
Farnham (Québec) J2N 2W6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 293-5327
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2817
(ind. rég.) (numéro)

Courriel anadeau@deloitte.ca

Responsable du dossier Alain Nadeau, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Lague , atteste que le rapport financier consolidé de Farnham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-28 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Farnham consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Farnham détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 290 690 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,2632 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-30 10:07:01

Date de transmission au Ministère : 2014/04/30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Farnham

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	11 875 009	12 193 600	14 397 052	901 046	15 136 465
Investissement	2	3 323 029	647 700	237 328		237 328
	3	15 198 038	12 841 300	14 634 380	901 046	15 373 793
Charges	4	12 160 334	12 535 761	13 561 603	683 133	14 083 103
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 037 704	305 539	1 072 777	217 913	1 290 690
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 323 029 ) (	647 700 ) (	237 328 ) (	) (	237 328)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(285 325)	(342 161)	835 449	217 913	1 053 362
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 806 929	1 745 661	2 024 974	155 305	2 180 279
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	583 818 ) (	786 100 ) (	1 209 758 ) (	) (	1 209 758)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	506 099 ) (	403 100 ) (	957 528 ) (	104 036 ) (	1 061 564)
Excédent (déficit) accumulé	12	(229 205)	(264 300)	(263 877)		(263 877)
Autres éléments de conciliation	13	297 181	50 000	381 592		381 592
	14	784 988	342 161	(24 597)	51 269	26 672
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	499 663		810 852	269 182	1 080 034

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	7 105 130	3 458 466	3 488 379
Autres	2	724 286	746 664	2 005 708
	3	7 829 416	4 205 130	9 039 918
Passifs				
Dette à long terme	4	20 166 144	19 457 165	19 457 165
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	1 550 266	4 420 902	5 215 973
	7	21 716 410	23 878 067	22 424 100
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(13 886 994)	(19 672 937)	(19 179 051)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	47 031 277	49 318 595	50 912 716
Autres	10	1 520 883	2 246 440	2 255 178
	11	48 552 160	51 565 035	49 942 706
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 263 031	852 980	1 421 641
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	955 553	943 805	1 586 799
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	)	( 609 343 ) (	609 343) (
Financement des investissements en cours	15	130 811	(2 052 959)	(2 761 991)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	32 315 771	32 757 615	34 351 737
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	34 665 166	31 892 098	33 988 843
				36 558 524

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus ancien Farnham	19		29 417
- Surplus affecté nouvelle Ville	20	383 544	383 544
-	21		
- Suplus ancien Rainville	22		64 003
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	383 544	476 964
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	642 994	642 994
	30	1 026 538	1 119 958
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	560 261	478 589
	33	1 586 799	1 598 547

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement						
Taxes	1	8 863 128	9 403 900	9 614 026	9 614 026	9 614 026
Compensations tenant lieu de taxes	2	592 246	595 300	810 515	810 515	810 515
Quotes-parts	3					106 183
Transferts	4	911 744	927 600	1 432 475	1 432 475	1 432 475
Services rendus	5	858 410	804 000	981 075	1 559 603	1 559 603
Autres	6	649 481	462 800	1 558 961	1 613 663	1 613 663
	7	11 875 009	12 193 600	14 397 052	15 136 465	15 136 465
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	3 230 134	514 700	218 313	218 313	218 313
Autres	11	92 895	133 000	19 015	19 015	19 015
	12	3 323 029	647 700	237 328	237 328	237 328
	13	15 198 038	12 841 300	14 634 380	15 373 793	15 373 793

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	148 800	180 022		180 022	168 675
Autres	2	1 338 700	1 318 454	74 767	1 393 221	1 442 899
Sécurité publique						
Police	3	1 065 000	1 059 392	2 900	1 062 292	964 467
Sécurité incendie	4	641 100	636 924	115 660	752 584	627 973
Autres	5	43 300	83 232		83 232	79 126
Transport						
Réseau routier	6	1 290 200	1 293 793	598 193	1 891 986	1 766 746
Transport collectif	7	33 700	33 649		33 649	32 465
Autres	8	208 300	221 430	60 706	282 136	375 051
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 751 700	1 954 548	790 854	2 745 402	2 404 967
Matières résiduelles	10	674 100	666 922	41 560	708 482	992 755
Autres	11	58 400	130 348		130 348	142 886
Santé et bien-être	12	40 000	42 009		42 009	21 296
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	270 600	321 193	6 526	327 719	327 687
Promotion et développement économique	14	133 000	107 994		107 994	127 877
Autres	15	818 300	1 141 695	9 906	1 151 601	850 932
Loisirs et culture	16	1 643 700	1 729 875	323 902	2 053 777	1 888 129
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	631 200	615 149		615 149	542 539
Amortissement des immobilisations	19	1 745 661	2 024 974	(2 024 974)		
	20	12 535 761	13 561 603		13 561 603	12 756 470

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3